

"Un abattoir ferme" chaque mois, alertent les professionnels de la viande

Paris, France | AFP | mardi 20/02/2024 - 15:33 UTC+1 | 375 mots

Les entreprises d'abattage fédérées dans le syndicat Culture Viande ont alerté mardi, à quatre jours du Salon de l'agriculture, sur les difficultés du secteur en "surcapacité" du fait de la baisse du cheptel et confronté à des charges élevées.

"Depuis le mois de septembre, il y a un abattoir qui ferme tous les mois et depuis le début de l'année, (...) pratiquement deux abattoirs qui ont fermé" chaque mois, a déclaré le directeur de Culture Viande, Paul Rouche, lors d'une conférence de presse.

Sur 230 abattoirs en France, ceux qui ont fermé sont principalement "des petits et moyens abattoirs" assommés par la flambée de leurs coûts de production (électricité, transport, emballages...), a-t-il ajouté.

Culture Viande défend les intérêts de près de 300 entreprises de l'abattage-découpe et du commerce en gros des viandes de boucherie (hors volailles). Ces entreprises, dont le leader Bigard, emploient 36.000 salariés.

Les fermetures ou restructurations vont toucher "également des plus gros abattoirs" car "on se retrouve avec une surcapacité d'abattage" du fait de la baisse du cheptel français, contraignant des sites à tourner uniquement quatre jours par semaine, a complété le président de l'organisation, Yves Fantou.

En sept ans, le nombre de vaches a reculé de près d'un million de têtes pour descendre autour de sept millions. Et, sur la seule année 2023, "on a perdu (...) deux millions de porcs, ce qui est énorme, ce qui représente [le volume traité par] un gros, gros abattoir français", a indiqué M. Fantou, à la tête d'une entreprise bretonne d'une soixantaine de salariés.

Cette baisse du nombre de bêtes gonfle leur prix: +35% depuis 2021 pour les gros bovins, +50% pour les porcs.

Même mieux payés, les éleveurs bovins jugent les prix encore trop bas pour couvrir leurs coûts de production et l'érosion du cheptel continue. Les producteurs demandent l'application des lois Egalim censées éviter qu'ils ne vendent à perte.

Jusqu'ici, a reconnu Paul Rouche, "Egalim n'a eu aucun effet sur les prix payés aux éleveurs. C'est la baisse de l'offre qui est à l'origine de l'augmentation des prix des animaux".

Toutefois, a assuré Yves Fantou, "les abatteurs ont bien compris que sans production, il n'y a plus d'abattage. Donc on doit avoir des éleveurs qui sont bien rémunérés et qui doivent être accompagnés".

myl/ico/sla

© Agence France-Presse